

Williams, Colin H., (Ed.), *National Separatism*, Vancouver University of British Columbia Press, 1982, 327 p.

Stanislav Kirschbaum

Volume 16, numéro 1, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701805ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701805ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kirschbaum, S. (1985). Compte rendu de [Williams, Colin H., (Ed.), *National Separatism*, Vancouver University of British Columbia Press, 1982, 327 p.] *Études internationales*, 16(1), 167–169. <https://doi.org/10.7202/701805ar>

avoir examiné un des cas exemplaires des pays désignés nouvellement industrialisés, la Corée du Sud, Stephan Haggard et Chung-In Moon estiment que l'autonomie de l'État et l'intervention gouvernementale agencée à l'autoritarisme ont contribué au succès de la stratégie économique d'ouverture de la Corée (p. 189). Ils insistent cependant pour faire ressortir que l'autoritarisme n'assure pas le succès d'une stratégie en particulier; d'autres conditions sont requises qui ne se retrouvent pas dans tous les contextes. D'ailleurs, le cas du Venezuela, analysé par Jeffrey Hart, fait voir que la présence d'un État fort, la volonté d'assurer une meilleure redistribution de la richesse et le désir de réduire l'état de dépendance d'un pays, ne suffisent à assurer un mieux-être des populations, s'ils ne s'accompagnent pas d'une organisation et d'un pouvoir accru du côté des défavorisés et des travailleurs (p. 238). En se reportant dans le contexte de l'Afrique où se situe l'analyse effectuée par Lynn Mytelka du cas de la Côte d'Ivoire, on peut même douter des bénéfices de l'industrialisation, surtout si celle-ci est assurée en grande partie par l'action du capital étranger (p. 270). Car la rémunération relativement élevée tirée par les travailleurs actifs dans ces entreprises implantées grâce à la collaboration de l'État et du capital étranger affecte grandement la valeur concurrentielle de la production.

Poursuivre la présentation sommaire des résultats des études regroupées dans *The Antinomies of Interdependence* servirait somme toute à montrer l'inopportunité de faire miroiter la disponibilité de recettes miracles de développement et de bien-être économiques pour les populations habitant les pays situés à la périphérie du capitalisme mondial. Que l'on s'intéresse aux développements technologiques, aux politiques linguistiques ou aux questions de sécurité comme le font respectivement Helge Hveem, David Laitin et Barry Buzan, la conclusion demeure toujours valide: chaque stratégie est largement dépendante des conditions et du contexte où elle est déployée et chaque situation commande l'adaptation de toute stratégie élaborée théoriquement. Ce leitmotiv que l'on peut retracer à travers chacune des contributions rassemblées dans *The*

*Antinomies of Interdependence* a valeur de rappel utile dans tout effort entrepris pour transformer l'ordre économique international, spécialement dans la perspective des rapports Nord-Sud que John Gerard Ruggie étudie pour conclure le volume.

Au bout du compte, *The Antinomies of Interdependence* ne peut représenter le Klondyke de ceux qui, de gauche comme de droite, visent à corriger les distorsions du développement capitaliste mondial à coups de slogans passe-partout dont la valeur n'est finalement mesurable que par l'ampleur des illusions suscitées et l'effet démobilisateur des expériences présumément ratées. Ceux qui par contre se montrent intéressés à cerner la traduction spécifique de certains mécanismes fondamentaux et à tirer leçon d'efforts déployés pour dépasser les visions conjuguées à l'automatisme tireront sûrement profit de la lecture des études exposées dans *The Antinomies of Interdependence*. Ils auront ainsi l'occasion de saisir la portée de l'orientation proposée par Pierre Vilar il y a déjà une dizaine d'années: pour comprendre la nature des problèmes de développement des entités nationales, il faut partir du capitalisme comme système mondial; mais pour expliquer ces problèmes de façon satisfaisante, il faut étudier chaque cas particulier. On laissera alors moins de chance à la rêverie et la tromperie politiques.

Raymond HUDON

Département de science politique,  
Université Laval, Québec

WILLIAMS, Colin H., (Ed.), *National Separatism*, Vancouver University of British Columbia Press, 1982, 327 p.

La Grande Guerre avait annoncé le début de l'ère du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais la difficulté de mettre ce principe en pratique, d'ailleurs bien avant la Paix de Versailles, a eu pour résultat la création d'États plurinationaux, où cohabitent à partir de divers arrangements politiques des nations numériquement majoritaires et minoritaires. C'est la réaction de quelques-unes de ces dernières qui retient l'attention dans cet ouvrage. Sur les dix chapitres, six sont consacrés aux nationalismes suivants: irlandais, écossais,

gallois, québécois, basque et flamand. Dans les deux derniers cas, il s'agit d'une part d'un nationalisme qui s'étend sur deux États, les Basques, et d'autre part, d'un État qui est proie en fait à deux, plutôt qu'une tendance fissipare, la Belgique. L'introduction de Colin Williams et trois autres essais se préoccupent des questions théoriques qui ont trait au nationalisme.

Les sept auteurs (deux pour le nationalisme québécois) qui exposent leur nationalisme, nous offrent dans l'ensemble un aperçu des grandes lignes de la politique récente de leur nation particulière. Seul D.G. Boyce offre un récit historique du nationalisme irlandais, en particulier de la tradition séparatiste. Son récit se termine avec la révolte de 1916, révolte qui ne résolut pas pour autant tous les problèmes et fit du nationalisme irlandais un nationalisme insatisfait. Il est regrettable que l'auteur n'ait pas choisi de pousser son analyse jusqu'à nos jours. Quant à l'Écosse, selon D.N. MacIver, il y a un paradoxe dans l'articulation de son nationalisme. Si les Écossais ont reconnu et accepté les bienfaits de l'union britannique, ils n'ont pas pour autant abandonné leur identité culturelle et politique et plus récemment d'aucuns ont même revendiqué l'autonomie, voire l'indépendance de l'Écosse. MacIver résume ces efforts et les résultats obtenus. Son analyse se concentre surtout sur la dernière décennie où se manifesta une recrudescence du nationalisme écossais ainsi que le rejet populaire du Scotland Bill en mars 1979. L'analyse du nationalisme gallois par Williams met l'accent sur la question de la langue et la culture galloises à partir de données statistiques. L'auteur signale que malgré les pauvres résultats politiques obtenus par le *Welsh Nationalist Party*, les réalisations dans le domaine de la culture et la conscience nationale sont remarquables. Il croit que le séparatisme s'avère être une des options éventuelles; les statistiques qu'il offre ne semblent pas lui donner raison. Même à titre de tactique, il y a un problème de crédibilité que ces statistiques suggèrent.

Le mouvement d'indépendance québécois est étudié par Richard Hamilton et Maurice Pinard. Ils se basent sur une série de sondages

pour déterminer l'intensité et les changements dans l'opinion québécoise de l'option indépendantiste. Ils examinent aussi les données sociales qui ont influencé les réponses. Leur analyse se termine avec le référendum de 1980. La présentation de nationalisme basque par Ken Medhurst se limite principalement à l'Espagne et au rôle de ETA dans l'articulation contemporaine des revendications basques. L'auteur éprouve toutefois certaines difficultés à définir le nationalisme basque et reconnaît que l'essentiel du problème réside davantage à Madrid qu'en pays basque. Il ne voit pas la possibilité de réaliser une option indépendantiste. Enfin le cas belge, comme l'indique Joseph R. Rudolph Jr. représente davantage un problème de trouver une solution pour empêcher l'éclatement de la Belgique, plutôt que de satisfaire uniquement une articulation nationaliste particulière. Une solution fédérale semble être en voie de réalisation.

Dans son chapitre sur le nationalisme Anthony Smith examine les différentes théories de nationalisme contemporain avant d'offrir son propre cadre conceptuel des mouvements séparatistes. Selon Smith, cette option dépend du rôle de l'intelligentsia et des conditions économiques et politiques lorsqu'elle est articulée. Andrew W. Orridge pour sa part offre une analyse historique et comparative de la structure des loyautés ethniques et régionales en Europe et des facteurs qui ont influencé un nationalisme qu'il définit de nationalisme autonomiste.

La faiblesse principale de cet ouvrage est l'absence d'une théorie générale. Le problème semble se situer d'abord dans le choix du titre. Rien qu'à la lecture de chaque nationalisme il est évident qu'à l'exception de l'Irlande et du Québec, il est peu question de séparation, même à titre de tactique pour atteindre un autre but. Il y a en fait une différence fondamentale entre le séparatisme et la restructuration d'un État pour satisfaire des revendications nationales. C'est ce dernier but que la plupart des essais examinent. La différence se situe dans la stratégie à adopter et celle-ci est définie en partie par le type de régime politique dans lequel se trouve la nation en question. Même si les causes du séparatisme sont

les mêmes que celles d'une politique de restructuration de l'État, c'est le but qui définit la différence. Un ouvrage sur le séparatisme devrait ainsi réunir des exemples de séparatisme, qu'il ait réussi ou échoué. Certes les cas modernes ne sont pas abondants, mais il y en a assez: Norvège 1905, Irlande 1916, Slovaquie 1939, Biafra 1967, Bangladesh 1971, Québec 1980.

Faute de mieux, il nous semble que le nationalisme minoritaire définit adéquatement le nationalisme des nations numériquement minoritaires dont le but est de restructurer l'État pour leur permettre à la fois de définir leur propres besoins et de participer à part entière au développement de l'État. L'introduction de Williams, les essais d'Orridge et Smith et la conclusion de MacIver offrent un nombre intéressant d'éléments pour le développement d'une théorie du nationalisme minoritaire.

Malgré ses lacunes, le mérite de cet ouvrage est de tenter de comprendre et d'expliquer quelques nationalismes minoritaires.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Département de science politique  
Collège Glendon, York University, Toronto*

## ÉCONOMIE INTERNATIONALE

GRUPE DE RECHERCHE SUR LA RÉGULATION DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE. *Crise et régulation: Recueil de textes, 1979-1983*. Grenoble, Presses de l'Université de Grenoble, 1983, 502 p.

Le Groupe de recherche sur la régulation de l'économie capitaliste (G.R.R.E.C.), installé à l'Université de Grenoble, travaille depuis près de dix ans sur la régulation. Ses analyses, moins connues que celles des auteurs reliés au C.E.P.R.E.M.A.P. (Lipietz, Boyer, Mistral, Delorme, André), offrent une perspective distincte sur la question et peuvent stimuler la réflexion et fournir un éclairage complémentaire.

Que propose donc le G.R.R.E.C.? Il n'est pas facile de systématiser l'approche propo-

sée. En effet, les auteurs eux-mêmes n'en sont pas à ce stade. Avec ce recueil de textes, qui ne constitue « pas un tout cohérent », ils soumettent à la discussion un « ensemble d'hypothèses, de définitions provisoires ou de premières conclusions » (p. 1). Et s'ils réfèrent aux travaux du C.E.P.R.E.M.A.P., c'est toujours indirectement, soulignant ici les convergences (p. 58) et là « la différence profonde d'analyse » (p. 481). En fait, il y a convergence dans la mesure où le développement du capitalisme est vu comme un processus discontinu, caractérisé par une succession de formes structurelles différentes. Mais les explications données à ce processus divergent.

Pour le G.R.R.E.C., le capitalisme fonctionne et peut se reproduire si deux conditions sont assurées: les contre-tendances à la baisse du taux de profit l'emportent sur la tendance, et la tendance à l'égalisation du taux de profit d'une industrie à l'autre demeure efficace. Mais, inexorablement, ces conditions cessent de se réaliser, et le capitalisme entre en crise. Le taux de profit baisse, comme le veut la loi de Marx, dès que les contre-tendances cessent de fonctionner, ce qui arrive nécessairement à cause de luttes des travailleurs et de limites diverses. Alors, la concurrence s'exacerbe et les firmes investissent et recourent à de nouvelles techniques. Ceci stimule l'inflation, crée du chômage et accélère le mouvement de concentration, ce qui réduit l'efficacité de la tendance à l'égalisation des taux de profit. Les deux conditions nécessaires à l'accumulation étant perdues, la crise s'ouvre. C'est un moment de luttes sociales et de changement, qui peut déboucher, ou non, sur de nouvelles structures capitalistes. La crise de 1873-1896 a mis fin au capitalisme concurrentiel, où l'égalisation des taux de profit se faisait par la concurrence. Elle débouche sur le capitalisme monopoliste et l'impérialisme, qui relancent l'accumulation. Jusqu'à la crise de 1929, qui sera à l'origine du capitalisme monopoliste d'État, en crise depuis 1967.

Évidemment, ce résumé ne rend pas totalement justice à une approche théorique qui se développe sur cinq cents pages. Gérard Des-  
tanne de Bernis, par exemple, présente des analyses très intéressantes sur le développe-